

engager dans un régime de relations opposant les hommes d'affaires et le gouvernement?

Le député de Trinity a plaidé pour une structure économique qui soit imaginative et dynamique; j'y souscris avec fierté, enthousiasme et confiance. J'aimerais aujourd'hui parler au nom d'un groupe de Canadiens qui tiennent à participer à une telle structure. Je tiens à faire valoir l'homme d'affaires canadien que l'on oublie, qu'avant mon arrivée à Ottawa, je considérais comme le petit homme d'affaires mais que je décrirai pour plus de précision comme le tout petit homme d'affaires au Canada—celui qui est le propriétaire, l'associé dans une compagnie constituée en corporation qui fonctionne sur une très petite échelle. Ces gens n'ont pas un actif brut de \$250,000. Leurs revenus ne dépassent pas 3 millions de dollars et tout probablement ils ne les dépasseront jamais de mon vivant, même en tenant compte de notre présent rythme d'inflation.

• (2110)

Ils emploient en moyenne bien moins que 100 employés. De fait, certains n'emploient que le mari, sa femme et les enfants lorsqu'ils reviennent de l'école et au cours des fins de semaine. On les retrouve dans tous les secteurs de notre milieu d'affaires—commerce de détail, de gros, fabrication. Ce sont des gens qui travaillent de 12 à 14 heures par jour, six ou sept jours par semaine, et retirent si peu de leur commerce qu'ils se contentent pendant plusieurs mois d'un revenu inférieur au salaire minimal. Chaque jour, ils réinvestissent leurs profits afin d'acquiescer une machine plus efficace ou un deuxième fourgon et, monsieur l'Orateur, peu importe que le gouvernement le croie ou non, ils sont prêts à continuer ainsi à condition qu'ils puissent entrevoir des jours meilleurs ou entendre un mot d'encouragement de la part du gouvernement.

Alors, ils se tournent vers le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) et considèrent ce qu'il a dit à leur intention à la Chambre vendredi dernier. Il leur a généreusement consacré, monsieur l'Orateur, au total six lignes sur les centaines de son discours dans le compte rendu officiel des débats de vendredi dernier. Quelles ont été les paroles du ministre? Laissez-moi citer un extrait de la page 2780 du hansard:

En terminant cette liste, j'aimerais faire allusion aux nouvelles propositions que je suis à préparer dans le but d'apporter une aide accrue aux petites entreprises. C'est dans ce secteur que se trouve le gros de notre population active. D'après moi, c'est ce secteur qui est à l'origine de la plupart de nos nouveaux produits et services.

Cette réflexion après coup, en guise d'excuse, est tout ce que le ministre peut accorder à ce qu'il appelle le secteur où se trouve le gros de notre population active, celui qui est à l'origine de la plupart de nos nouveaux produits et services.

Le chef du Nouveau parti démocratique a accusé notre parti de brader le Canada aux «sociétés riches et puissantes». Les personnes au nom de qui je parle ne sont apparemment pas connues du député. Les personnes et les sociétés, dont je me fais le porte-parole, ne sont ni puissantes ni riches; ce sont les Canadiens qui paient des impôts trop élevés, ceux qui sont découragés, dirigés par une bureaucratie, ensevelis sous les inspections, les formules, les rapports et les règlements du gouvernement, et qui trouvent difficilement le temps d'être de bons Canadiens, à plus forte raison, celui d'être des hommes d'affaires compétents, en raison des pressions gouvernementales et de l'absence d'encouragement et de compréhension qu'ils reçoivent de l'État.

Examen de l'investissement étranger

Le chef du Nouveau parti démocratique déclare que toutes les propositions formulées par le député de Trinity, vendredi dernier, seraient mises en œuvre aux dépens de la population canadienne. Monsieur l'Orateur, ceux dont je me fais le porte-parole forment ce secteur de la population canadienne que le député de York-Sud (M. Lewis) opprimerait résolument et aveuglément s'il continue à exercer sa domination dans son alliance avec le présent gouvernement. Ces propriétaires de petites entreprises demandent au gouvernement d'être pro-canadien, non anti-étranger. Cependant, ils seraient prêts à appuyer le bill C-132 s'il était évident qu'il constituait une partie, fut-elle minime, d'un programme économique total et positif.

Aucun de ces citoyens dynamiques de ma circonscription de Perth-Wilmot, qu'il s'agisse d'une personne ou d'une société, n'attend une aumône du gouvernement, bien que la plupart conviendraient que le milliard de dollars dépensé par le présent gouvernement pour renflouer la caisse d'assurance-chômage est le résultat d'une mauvaise administration et que si ce montant avait été dépensé au cours d'une période quelconque en stimulants économiques il y a quelques années, le compte de l'assurance-chômage n'aurait jamais été à découvert.

Il arrive donc que lorsque ces personnes, qui sont le cœur, l'âme et l'ossature de plus d'une localité canadienne, se rendent compte que ce bill sur l'examen de l'investissement étranger, présenté à la Chambre, ne comporte aucune mention d'autres stimulants positifs pour les Canadiens, elles doivent se demander si le présent gouvernement a la moindre idée de leur situation, c'est-à-dire des impôts exagérés qu'elles doivent payer, de leur accès limité au capital et du fait qu'elles sont ruinées par des taux élevés d'intérêts.

Les petites entreprises veulent avoir la possibilité de jouer leur rôle dans l'expansion économique et la création d'emplois et elles le méritent; tout gouvernement qui leur nie ce rôle est condamné. Monsieur l'Orateur, nous ne pouvons absolument pas admettre un climat qui favorise les faillites d'entreprises; l'an dernier, le nombre de faillites a été le plus élevé au Canada depuis 1932. Cette année ne s'annonce pas mieux, car il y a eu 217 faillites en janvier, contre 177 il y a un an, ce qui représente une augmentation de 17 p. 100. Le gouvernement actuel est en partie responsable de cette situation intolérable. Comme l'a dit le chef de mon parti l'automne dernier:

Ce qui caractérise le gouvernement actuel, c'est qu'il se préoccupe tellement de sa taille et de sa puissance qu'il laisse de côté les problèmes qu'il juge relativement anodins. Une tentative de réforme fiscale a amené le gouvernement à négliger les intérêts des petites entreprises. Et pourtant, celles-ci créent plus d'emplois au Canada, suscitent une croissance véritable plus grande, produisent plus de recettes fiscales et supportent une plus grande partie des frais du gouvernement que ce que l'on appelle les grandes entreprises.

Le ministre peut m'accuser, à raison, dans une certaine mesure, de jouir du luxe de faire partie de l'opposition, ce qui me donne l'occasion de dire à la Chambre que ce bill pénal spécial n'apporte pas la stimulation économique positive nécessaire. C'est pourquoi je voudrais parler en détail de seulement trois secteurs dans lesquels un gouvernement conservateur répondrait à ces besoins. Je m'empresse d'insister sur le fait qu'il n'y a aucune raison pour que le ministre n'imites pas son collègue, le ministre des Finances (M. Turner), et adopte les programmes conservateurs. J'espère cependant qu'il sera plus courtois que son collègue et admettra ses sources.